



**Direction des Ressources Opérationnelles, de
la Patientèle et de l'Environnement
(Service Achats, finances, Logistique,
Admission/Caisse, Patrimoine et DD)
☎ : 01.64.60.40.11 - Fax : 01.64.60.41.38
✉ : economat@ch-provins.fr**

Contrat d'emprunt pour le financement des projets immobiliers et mobiliers du Centre Hospitalier de Provins

Marché public de services soumis aux règles du titre II du Code de la commande publique

(Articles L.2512-5 5° et L. 2512-5 6° du Code de la commande publique)

EMPRUNT BANCAIRE A TAUX FIXE – DECAISSEMENTS ECHELONNES

Date et heure limites de remise des offres :

Le Vendredi 16 janvier 2026 à 17h00

**Acte d'Engagement valant Règlement de la
consultation et Cahier des charges**

SOMMAIRE

Préambule.....	4
1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
1.1. Objet du marché public.....	5
1.2. Type de prestations et nomenclature.....	5
1.3. Périmètre du marché public	6
1.4. Mode de passation et de dévolution du marché public	6
2. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	6
2.1. Variante(s) – PSE – Tranche(s)	6
2.2. Questions complémentaires en cours de consultation	6
2.3. Modification de détail au dossier de consultation et renseignements complémentaires	6
2.4. Echange avec l'acheteur jusqu'à la notification du marché jusqu'à achèvement de la procédure	7
2.5. Participation d'un candidat a plusieurs offres	7
2.6. Langue	7
2.7. Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
2.8. Calendrier du marché public.....	8
2.9. Forme de la candidature et forme de l'offre	8
2.10. Conditions de délai	8
2.10.1. Délai de validité des offres.....	8
2.10.2. Date limite de réception des candidatures et des offres.....	8
2.11. Documents à fournir obligatoire(s).....	9
2.12. Réception des plis	11
2.13. Transmission des offres au format papier	11
2.14. Transmission des offres par voie dématérialisée	11
2.15. Remise par voie dématérialisée.....	12
2.16. Dépôt de la réponse.....	12
2.17. Modification de détail au dossier de consultation et renseignements complémentaires	13
2.18. Copie de sauvegarde.....	13
2.19. Signature électronique.....	14
2.20. Modalités et critères d'attribution du marché public.....	15
2.21. Principe et modalité(s) de négociation(s)	16
2.22. Remise des offres finales après négociation(s).....	16
2.23. Attribution du marché public.....	16
3. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	17
4. IDENTIFICATION DU CANDIDAT	17
5. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	18
5.1. Mode de passation et de dévolution du marché public	18
5.2. Pièces constitutives du marché public.....	18
5.3. Durée du marché public.....	18
5.4. Suretés/garanties.....	19

5.5.	Compte bancaire.....	19
5.6.	Décaissement échelonnés	19
5.7.	Modalités d’amortissement et de remboursement	19
5.8.	Confidentialité.....	19
5.8.1.	Obligations du titulaire	19
5.8.2.	Obligations des candidats.....	20
5.9.	Prix, caractère(s) et forme(s)	21
5.10.	Révision(s).....	21
5.11.	Compte(s) à créditer :	21
5.12.	Régime fiscal lié aux produits et services objet du présent marché.....	21
5.13.	Pénalités.....	21
5.13.1.	Pénalités de retard	22
5.13.2.	Pénalité pour non-respect des obligations du titulaire en matière d’interprétariat	22
5.14.	Sanctions encourus en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	22
5.15.	Assurances	22
5.16.	Résiliation.....	22
5.17.	Règlement des litiges	23
5.17.1.	Instance chargée des procédures de recours	23
5.17.2.	Informations relatives aux délais d'introduction des recours et voies de recours.....	23
5.18.	Règlement des prestations	23
6.1.	Caractéristiques générales de ou des emprunts	24
6.2.	Caractéristiques des offres	24

Préambule

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre Hospitalier Léon Binet (CHLB) est l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Provins - Est Seine & Marne ». A ce titre, le directeur ou son représentant sera le signataire des marchés.

Le GHT « Provins - Est Seine & Marne » est composé des établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier Léon Binet, Route de Chalaudre – BP 212, 77488 Provins Cedex,
- L'EHPAD « Rosa Gallica », Route des Grattons – 77160 Provins,
- L'EHPAD « Les Patios », 6 boulevard Voltaire, 77370 Nangis,
- L'EHPAD « Le Clos Fleuri », 12 Rue du Parc, 77520 Donnemarie-Dontilly,
- L'EHPAD « Les Jardins de la Voulzie », 6 Grande rue de couture, 77134 les Ormes sur Voulzie,
- L'EHPAD « Le Fil d'Argent », 217 Rue du Dr Schweitzer, 77480 Bray-sur-Seine,
- L'EPSM du Provinois, Chemin des Grattons, BP 208, 77487 Provins Cedex.

Le Plan Global de Financement Pluriannuel (PGFP) au titre de l'année 2025-2032 intègre un plan de financement qui prévoit le recours à un emprunt bancaire de **26 M€ cadencé sur les 5 années**.

Le Conseil de surveillance du centre Hospitalier de Provins a approuvé, par application de l'article R.1222-6 5° du code de la santé publique, en date du 20 décembre 2024, l'opération et le principe du recours à un emprunt bancaire de 26M euros pour en financer une partie sur les années 2026-2030.

Cet emprunt bancaire est fléché à titre principal sur les financements des projets immobiliers du Centre Hospitalier de Provins et à titre accessoire sur le financement des matériels/mobiliers et aménagement du Centre Hospitalier de Provins.

Décaissements : L'emprunt pourra être décaissé en plusieurs fractions, sur demande de l'emprunteur, dans la limite du montant total contracté. Les intérêts courent à compter de chaque mise à disposition.

PRESENTATION DE L'OPERATION

Les travaux de modernisation du Centre Hospitalier Léon Binet ont pour objectif d'étendre plusieurs services existants et d'en créer de nouveaux. Ce projet ambitieux inclut des travaux de réhabilitation et d'extension des bâtiments existants.

Lieu d'exécution : Le lieu d'exécution se situe sur le site du Centre Hospitalier Léon Binet Route de Chalaudre 77160 PROVINS

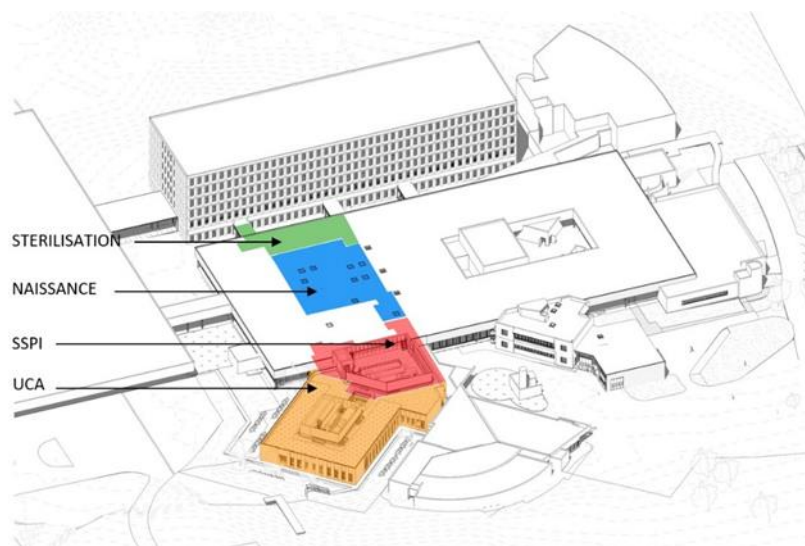
Services concernés par les travaux :

- La Salle de Surveillance Post-Intervention (SSPI),
- La chirurgie ambulatoire,
- Le secteur Naissance, contigu aux blocs opératoires existants,
- La stérilisation, contiguë au secteur Naissance.

Au sud du site, les blocs opératoires existants sur le plateau technique sont complétés par une extension comprenant une nouvelle Salle de Surveillance Post-Intervention (SSPI) de 12 lits. Afin de répondre à cet agrandissement sont ajoutés également différents locaux pour le personnel et la logistique, comme le vestiaire personnel, les bureaux du personnel, et des sas logistiques. Dans la suite de l'extension de la SSPI prendra place la nouvelle Unité de Chirurgie Ambulatoire (UCA) de 20 places, qui ainsi se connecte directement aux blocs opératoires. Le secteur Naissance et Urgences Obstétriques sera déplacé en réhabilitant le rez-de-chaussée du plateau technique, afin de jouir d'un accès direct aux blocs opératoires.

La stérilisation, située à proximité immédiate du secteur Naissance, sera désormais intégrée au projet de modernisation, renforçant la cohérence et la fonctionnalité des espaces.

Les accès, dessertes et entrées existantes de l'établissement ne seront pas modifiés.



1. OBJET DU MARCHE PUBLIC

1.1. Objet du marché public

Le Centre Hospitalier de Provins souhaite couvrir le besoin de financement généré par son projet immobilier, mobiliers et aménagements en souscrivant un (des) emprunt(s) bancaire(s).

Le présent règlement de la consultation valant acte d'engagement et cahier des charges concerne un emprunt bancaire à **taux fixe**.

Le présent marché public a plusieurs objectifs :

- S'assurer du financement des projets immobiliers présentés ci-dessus sur la période 2026-2030,
- S'assurer du financement des matériels mobiliers et aménagements nécessaires à l'exercice de l'activité du centre Hospitalier,
- Renforcer son fonds de roulement,
- Optimiser sa stratégie financière.

Les éléments financiers du Centre Hospitalier de Provins suivants sont joints en annexes au DCE, à savoir :

- EPRD-2025-770110070
- PGFP-2025-770110070
- COMPTE FINANCIER EXERCICE 2024 COMPTE DE GESTION AU FORMAT HELIOS 2024
- COURRIER D'APPROBATION ARS de l'EPRD 2025 et du PGFP 2025-2032 du CH Léon Binet de Provins.

1.2. Type de prestations et nomenclature

Le code CPV des services du marché public est (sont) le(s) suivant(s) :

Numéro CPV	Service(s) CPV
66113000	Services de concession de crédit

1.3. Périmètre du marché public

Il constitue un marché public national dans le cadre duquel Le Centre Hospitalier de Provins émet seul des ordres de service et/ou des bons de commande(s).

1.4. Mode de passation et de dévolution du marché public

Le présent marché public est passé selon une procédure avec publicité et mise en concurrence allégée, au vu de l'objet particulier du marché, par application des dispositions de l'article L.2512-5 5° et L.2512-5 6° du code de la commande publique.

Il constitue un marché public de service(s) soumis aux règles du titre II du code de la commande publique.

Le présent marché public ne relève pas des marchés publics soumis à l'obligation d'allotissement.

Le présent marché public est passé sous la forme d'un marché global.

2. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

NB pour les candidats : les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et renseignent les candidats sur les modalités de publicité et de la mise en concurrence.

2.1. Variante(s) – PSE – Tranche(s)

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

Le présent marché public ne comporte pas de prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s).

Le présent marché public ne comporte pas de découpage en tranche(s).

L'offre des candidats soumissionnaire devra respecter les conditions suivantes :

Caractères de l'emprunt bancaire

Emprunt bancaire long
terme à taux fixe

Décaissements ECHELONNES Montant total : 26M€

Le candidat soumissionnaire veille à rendre son offre explicite, lisible et transparente.

Le candidat soumissionnaire ne pourra proposer qu'une seule offre, à taux fixe et précisant le taux d'intérêt appliqué.

2.2. Questions complémentaires en cours de consultation

D'éventuelles questions administratives et techniques peuvent être posées par les candidats. Elles sont exclusivement posées sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

Ces questions peuvent être posées par les candidats au plus tard huit jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées à l'ensemble des candidats par le biais de la plateforme.

2.3. Modification de détail au dossier de consultation et renseignements complémentaires

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard cinq jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation PLACE à

l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les réponses aux renseignements complémentaires seront communiquées par le Centre Hospitalier de Provins, au plus tard 2 jours francs avant la date limite de remise des offres sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

2.4. Echange avec l'acheteur jusqu'à la notification du marché jusqu'à achèvement de la procédure

Tous les échanges d'ordre administratif ou technique avec l'acheteur durant la consultation et après la remise des candidatures/offres jusqu'à la notification/achèvement de la procédure se font uniquement via la plateforme.

2.5. Participation d'un candidat a plusieurs offres

Il est interdit aux candidats de présenter pour ce marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

2.6. Langue

Dans le cadre de la passation puis de l'exécution du présent marché, la langue utilisée est le français.

2.7. Modalités essentielles de financement et de paiement

Le mode de règlement des prestations choisi par le Centre Hospitalier de Provins est le prélèvement.

Les échéances mensuelles de l'emprunt bancaire seront prélevées directement sur le compte bancaire du Centre Hospitalier de Provins aux dates indiquées sur l'échéancier d'emprunt contractualisé.

Le RIB associé au compte bancaire du Centre hospitalier de Provins sera communiqué en temps utile.

Modalités de décaissement de l'emprunt

Le présent emprunt, d'un montant maximum de 26M€, pourra faire l'objet de décaissements successifs selon les besoins du Centre Hospitalier de Provins :

- Caractère fractionné du décaissement : L'emprunteur pourra demander plusieurs mises à disposition partielles du capital, dans la limite du montant total autorisé.
- Conditions financières applicables
 - Les conditions financières (taux, marge, indexation éventuelle, commissions) applicables à chaque fraction décaissée seront celles fixées au contrat d'emprunt
 - Les intérêts ne courront que sur les sommes effectivement décaissées et à compter de leur date de mise à disposition

- Durée de la période de mobilisation
 - Les décaissements pourront intervenir sur une période maximale de 5 ans à compter de la signature du contrat
 - Au-delà de cette période, les montants non utilisés seront réputés caducs, sauf accord exprès entre les parties
- Modalités pratiques :
 - Les fonds seront versés sur le compte désigné par l'emprunteur
 - Chaque versement fera l'objet d'un avis de décaissement transmis par le prêteur

2.8. Calendrier du marché public

Le calendrier indiqué ci-dessous est prévisionnel et dépourvu de valeur contractuelle :

- Date de limite de réception des offres initiales : Vendredi 16 janvier 2026
- Choix de l'offre finale et information de l'offre retenue auprès du candidat attributaire : Fin Janvier – début Février 2026.

Les candidats sont informés que le Centre Hospitalier de Provins a déjà recueilli l'accord préalable de son Conseil de surveillance et de ses autorités de tutelles pour contracter l'emprunt bancaire à taux fixe à décaissements échelonnés, en date du 20 décembre 2024. En conséquence, l'offre potentiellement retenue ne sera pas soumise, après attribution, à approbation du Conseil de surveillance.

Le candidat pressenti attributaire s'engage à maintenir son offre entre la date d'attribution et la notification à proprement parler du présent marché public.

2.9. Forme de la candidature et forme de l'offre

Le candidat soumissionnaire peut présenter sa candidature individuelle ou, conformément aux dispositions de l'article R.2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée au stade de la présentation de la candidature et/ou de l'offre.

Toutefois, en cas de groupement, le groupement qui est déclaré titulaire doit être de **forme solidaire**, pour des raisons tenant à la bonne exécution des prestations.

Par ailleurs, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement dans le cadre du présent marché public.

De plus, un même candidat ne peut agir à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni être membre de plusieurs groupements.

2.10. Conditions de délai

2.10.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours décomptés à partir de la date limite de réception des offres.

2.10.2. Date limite de réception des candidatures et des offres

La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée **au Vendredi 16 janvier 2026 à 17 h 00** dernier délai.

La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plateforme

<https://www.marches-publics.gouv.fr> qui est réglé sur l'heure de Paris. Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

Toute offre arrivée ou déposée après cette date sera retournée non ouverte.

Le candidat est invité à tenir compte des aléas de la transmission électronique. Par conséquent, il doit prendre ses précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de son pli soit entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

2.11. Documents à fournir obligatoire(s)

1. Le présent document complété et signé par une personne habilitée à engager le candidat soumissionnaire et ses annexes complétées ;
2. Un document indiquant les nom, prénom et qualité de la personne compétente pour engager le candidat pour le compte duquel il agit, ainsi que la raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat ;
3. Autorisation d'exercer l'activité d'organisme de financement (agrément émanant de la Banque de France) ;
4. Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant que celui-ci ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
5. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ;
6. L'annexe n°2 - attestation sur l'honneur relative aux sanctions russes complétée et signée par le représentant légal de la structure candidate ;
7. Une proposition commerciale d'emprunt bancaire à taux fixe d'un montant total de 26 M€ et un projet de contrat de prêt bancaire assorti du tableau d'amortissement correspondant¹
8. En fonction du candidat soumissionnaire, le document (mandat de gestion, bon pour accord...) permettant le blocage du taux proposé dans l'offre finale après négociation(s), jusqu'à la signature du contrat ;
9. Un RIB du candidat (à transcrire à l'article 3 du présent acte d'engagement valant règlement de consultation et cahier des charges) ;
10. Le taux fixe d'intérêt appliqué par le candidat ainsi qu'une annexe financière proposant notamment : les tarifs adjoints, les frais de dossier(s) ;
11. Le délai de validité du taux d'intérêt fixe sur lequel le candidat soumissionnaire entend s'engager lors de la réception de son offre finale après négociation(s) ;
12. L'ensemble des éléments indiqués et renseignés à l'article 5.2 du présent acte d'engagement valant règlement de la consultation et cahier des charges ;
13. Tout autre élément complémentaire que le candidat juge utile à la présentation, le traitement et l'analyse de son offre.

Nota Bene : Les candidats sont invités à signer les documents relatifs à leur offre (le présent acte d'engagement) avant de la déposer.

Le tableau d'amortissement doit prendre en compte les différents décaissements

Pièces à fournir en cas de groupement d'opérateurs économiques :

En cas de groupement, doivent **impérativement** être joints :

<input type="checkbox"/> Une lettre de candidature dûment complétée FORMULAIRE DC1 Téléchargeable sur : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4
<input type="checkbox"/> Une déclaration du candidat FORMULAIRE DC2 téléchargeable sur : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4 Cette déclaration dûment renseignée notamment la rubrique D sur le chiffre d'affaires devra être complétée par : Copie du ou des jugements en cas de redressement judiciaire Copie des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature et ce à hauteur de l'opération considérée. En cas de groupement, copie du pouvoir du mandataire Déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une des exclusions prévue aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la Commande Publique
REFERENCES DU CANDIDAT <ul style="list-style-type: none">✓ Exécutées au cours des 3 dernières années✓ Indiquant le montant✓ Indiquant la date✓ Indiquant le destinataire (public ou privé)
<input type="checkbox"/> CAPACITE TECHNIQUE pour répondre au marché : Qualifications de l'entreprise, qualifications des personnels d'intervention etc. Les justificatifs doivent avoir des dates de validité ne dépassant pas les dates d'exécution du marché
<input type="checkbox"/> DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE EN CAS DE DECLARATION A LA NOTIFICATION DU MARCHE
<input type="checkbox"/> ASSURANCE SUR RISQUES PROFESSIONNELS ET DECENNALE

En lieu et place des documents relatifs à la candidature exigés ci-dessous, les opérateurs économiques peuvent valablement utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le **DUME** est une déclaration sur l'honneur d'un opérateur économique, sur son aptitude et ses capacités pour participer à une procédure de marché public. Le **DUME** se substitue aux formulaires DC1, DC2, DC4 et attestations sociales, fiscales.

Seul le candidat retenu fournira les certificats normalement demandés comme preuves.

<p style="text-align: center;">CANDIDATURE via le formulaire de candidature DUME</p>
<p><input type="checkbox"/> FORMULAIRE DE CANDIDATURE DEMATERIALISEE DUME (comportant les renseignements relatifs à la forme de la candidature, au pouvoir du signataire, au chiffre d'affaires, aux effectifs du candidat)</p>
<p><input type="checkbox"/> REFERENCES DU CANDIDAT :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Exécutées au cours des 3 dernières années ✓ Indiquant le montant ✓ Indiquant la date ✓ Indiquant le destinataire (public ou privé)

Ce formulaire type, consistant en une déclaration sur l'honneur servant de preuve à priori.

Attestations sur l'honneur :

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- Les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, humaines, techniques et financières, etc.). Les capacités doivent être en lien et adaptées à l'objet du marché public ;
- Ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Les capacités précitées et attestées sur l'honneur ainsi que la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification titulaire du présent marché public, conformément aux articles de R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Les candidats soumissionnaires sont invités à communiquer les pièces administratives relatives aux capacités et celles relatives à la vérification des obligations fiscales et sociales, dès le stade de dépôt des offres.

2.12. Réception des plis

Date limite de réception des plis

Les plis doivent impérativement être remis, dans les conditions, définies ci-après, au plus tard avant la date et heure limites indiquées en page de garde du présent Acte d'engagement valant Règlement de la consultation et Cahier des Charges.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, sont inscrits au registre de dépôt mais ne seront pas retenus.

Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai seront détruites sans avoir été examinées.

2.13. Transmission des offres au format papier

La transmission des offres au format papier n'est pas autorisée pour cette consultation.

2.14. Transmission des offres par voie dématérialisée

Le dossier de consultation (DCE) est téléchargeable, gratuitement et en libre accès, sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le CHLB, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format Zip (.zip) ainsi que les .doc et .xls.

Il est fortement conseillé aux candidats de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics. La création d'un compte permet aux candidats de déposer leur dossier, de recevoir les alertes relatives à la modification du DCE, aux rectificatifs, aux demandes de compléments et d'accéder aux questions-réponses. La création d'un compte est simple et gratuite.

Toute modification éventuelle du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

Les candidats sont informés que s'ils ne s'inscrivent pas sur la plateforme avant de télécharger le DCE, ils ne seront pas informés des questions-réponses qui seraient déposées sur la plateforme ni des éventuels rectificatifs publiés sur la plateforme.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages de façon régulière.

2.15. Remise par voie dématérialisée

En application de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le candidat doit remettre candidature et offre de façon dématérialisée exclusivement sur le profil d'acheteur.

La plateforme de dématérialisation est accessible sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Tout autre envoi dématérialisé (mail, par exemple) ne pourra être accepté.

Le cas échéant, le candidat conserve la faculté d'envoyer par une autre voie (papier, CD-ROM...), les seuls documents et pièces qu'il ne peut matériellement transmettre en format électronique (par exemple : les échantillons, plans, esquisses, maquettes, catalogues...) et qui ne modifient pas les caractéristiques essentielles de l'offre.

Le CHLB se réserve le droit de convertir ultérieurement les formats des données et des pièces du marché dans lesquels ont été encodés les fichiers afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

La liste des formats de fichiers acceptés par le CHLB est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png),
Internet (exemple d'extension : .htm).

2.16. Dépôt de la réponse

Pour transmettre la réponse électronique, il suffit :

Après avoir réalisé les actions préalables, d'accéder à la consultation en se connectant directement sur le profil acheteur du Centre Hospitalier Léon Binet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Après s'être identifié sur la plateforme, de cliquer sur :

- « DUME » pour compléter le formulaire de candidature DUME, puis « Valider ces informations » et enfin de charger les documents demandés.
- « Candidature classique » pour transmettre un pli dématérialisé
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, et téléchargé les pièces, un mail de confirmation sera envoyé.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

La remise d'une offre par courriel est prohibée.

En cas de plusieurs envois successifs d'une offre par un candidat seule la dernière offre sera ouverte. L'horodatage des plis par la plateforme de l'acheteur permet l'élimination des plis précédemment déposés.

Assistance au dépôt électronique :

Les candidats peuvent consulter la rubrique **Aide** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le guide d'utilisation de la plateforme est disponible sur cet onglet.

En outre, en cas de question ou difficulté particulière rencontrée sur la plateforme, la création d'une demande d'assistance en ligne est un prérequis obligatoire pour contacter le support téléphonique. Un message de confirmation vous sera transmis alors avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support.

2.17. Modification de détail au dossier de consultation et renseignements complémentaires

Les demandes de renseignement(s) complémentaire(s) doivent être adressées par voie électronique, au plus tard 5 jours francs avant la date limite de remise des offres, sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et à la rubrique correspondant à la consultation.

Le candidat devra joindre un fichier, à l'appui de sa demande, si celle-ci dépasse les 250 caractères, limite de l'espace de saisie de la plateforme.

Les réponses aux renseignements complémentaires seront communiquées par le Centre Hospitalier de Provins, au plus tard 2 jours francs avant la date limite de remise des offres.

2.18. Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'arrêté du 14 décembre 2009 (NOR: ECEM0929046A).

Le candidat a la possibilité de faire parvenir un pli portant la mention " NE PAS OUVRIR – CONTRAT D'EMPRUNT POUR LES FINANCEMENTS DES PROJETS DU CHLB – COPIE DE SAUVEGARDE " à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER LEON BINET - Direction des Ressources Opérationnelles, de la Patientèle et de l'Environnement (Service Achats, finances, Logistique, Admission/Caisse, Patrimoine et DD) - CELLULE DES MARCHES - ROUTE DE CHALAUTRE - BP 212 - 77488 PROVINS CEDEX.

La copie de sauvegarde sera :

- Soit expédiée par la poste en recommandé avec avis de réception (ou par tout autre moyen permettant de certifier la date de réception),
- Soit remise directement à la Cellule des marchés de la DREPP au Centre Hospitalier Léon Binet, contre un accusé de réception,
- Soit expédiée par lettre recommandée électronique (support dématérialisé) à l'adresse cellule_marche@ch-provins.fr conformément à l'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023 qui modifie les articles 2-I et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique.

Elle contiendra, soit sur un support physique électronique, soit sur un support papier, un second original de la candidature et de l'offre déposée par voie électronique. Elle devra impérativement parvenir au CHLB dans le délai imparti fixé infra. Une copie de sauvegarde arrivée ou déposée après cette date sera retournée, non ouverte.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- Si un programme informatique malveillant est détecté par le CHLB dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique,
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au CHLB dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le CHLB, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'a pas été ouvert, il est détruit par le CHLB conformément à l'article 6 de l'Arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

2.19. Signature électronique

La signature électronique est l'équivalent de la signature manuscrite (en référence au Code civil) pour un document dématérialisé qui peut adopter différents formats : fichier texte, tableur, .pdf, .jpg, .xml

Les documents dont la signature est exigée doivent être signés par la société dans des conditions permettant d'authentifier leur signature au moyen d'un certificat de signature électronique, conformément à l'article 1316-4 du Code civil. Le signataire doit pouvoir produire les éléments permettant d'établir que la signature électronique utilisée a été délivrée à une personne qui pouvait valablement engager l'entreprise.

Dans le cas d'une candidature groupée conformément à l'article R2142-19 du Code de la commande publique, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement. Un parapheur électronique peut alors être utilisé, permettant la signature d'un même document par plusieurs signataires.

Les frais de recours à la signature électronique sont à la charge de l'opérateur économique.

Il doit disposer d'une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement n° 910/2014 dit « eIDAS » (règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur).

Dans la commande publique (en Europe comme en France) qui concentre des enjeux économiques et juridiques importants sont autorisés :

- Soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- Soit la signature électronique qualifiée (niveau 4)

Les prestataires de services de confiance qualifiés sont référencés dans une liste consultable via le lien <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue

par la Commission européenne.

NB : Les certificats de signature électronique de type RGS, conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 qui est abrogé par l'arrêté du 12 avril 2018 depuis le 1er octobre 2018, peuvent être utilisés au-delà de cette date, le temps de leur validité.

Les fichiers peuvent être signés avec la fonctionnalité de signature de documents accessible au niveau de la procédure concernée sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'opération de signature de document est décrite dans le guide d'utilisation accessible dans la rubrique « Aide » de la plate-forme.

Le candidat peut choisir d'utiliser un autre outil de signature que celui proposé par le profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>, s'il transmet, avec les documents signés, l'outil et le processus permettant de procéder gratuitement à la vérification technique et juridique de la signature. Il est précisé que la vérification technique de la signature électronique porte sur l'appartenance du certificat du signataire, le respect du format de signature, le caractère non échu et non révoqué du certificat, l'intégrité des données transmises, la signature électronique apposée sur le fichier et l'identifiant de la politique de signature.

La signature électronique n'est pas nécessairement visible (empreinte apparente) dans le document ou sur le document. Cela dépend notamment du format de signature (XAdES, CAdES et PAdES) et du format du document signé (xml, tableur, Pdf...). Par exemple, avec le format XAdES, les informations sur la signature (identité, date...) sont dans le fichier .xml qui est généré. Avec le format PAdES, la signature peut être identifiable dans le fichier sous forme d'empreinte visible.

Cela signifie que dans certains cas, la signature est intégrée au document et qu'un seul fichier existe pour le document et la signature, alors que, dans d'autres cas, il y a un fichier pour la signature et un fichier pour le document. Les deux fichiers sont alors transmis simultanément.

Dans tous les cas, l'identité du signataire est affichée lors de la création de la signature, puis demeure avec ou dans le fichier.

2.20. Modalités et critères d'attribution du marché public

Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen et à la sélection des candidatures, si le Centre Hospitalier de Provins constate que des pièces visées à l'article susmentionné du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai raisonnable laissé à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur.-

Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidatures sur la plateforme PLACE.

Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Les garanties professionnelles, techniques et financières des candidats sont contrôlées par le Centre Hospitalier de Provins.

Les candidats en apportent la preuve par tout moyen, notamment par des attestations de clients précédents.

Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, l'examen des candidatures pourra intervenir à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Présentation et jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et suivants du code de la commande publique.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code de la commande publique sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut inviter les candidats soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Après élimination des offres inappropriées, et irrégulières ou inacceptables, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération.

Conformément à sa délégation de compétence et après validation des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) procèdera à l'examen comparatif exhaustif des propositions reçues et choisira la meilleure offre au regard du cahier des charges et des critères de jugement des offres précisés ci-après :

Critères de sélection des offres	Pondération
1. Les conditions financières	80 %
Cout total de l'emprunt sur 30 ans	100 %
2. La souplesse dans le fonctionnement (appréciée comme suit) :	20 %
Modalité(s) de remboursement anticipé(es)	50%
Autre(s) condition(s) financière(s) <i>Les candidats soumissionnaires veilleront notamment à indiquer lors du dépôt de leur offre initiale le délai de validité/disponibilité du taux d'intérêt proposé après négociation(s), lors de la remise de leur offre finale après négociation(s).</i>	50 %

2.21. Principe et modalité(s) de négociation(s)

Le Centre Hospitalier de Provins se réserve la possibilité d'engager des négociations qui lui paraîtront utiles avec les candidats soumissionnaires et de réaliser si nécessaire plusieurs tours de consultation afin d'obtenir des conditions financières plus intéressantes. Cette négociation peut porter sur tous les éléments constitutifs de l'offre, aspects techniques et financiers, y compris le taux d'intérêt.

Le Centre Hospitalier de Provins se réserve la possibilité de négocier avec tous, plusieurs ou un seul candidat soumissionnaire.

La négociation est engagée via la plateforme PLACE et peut donner lieu à une réunion en présentiel au siège du Centre Hospitalier de Provins, ou aux moyens de télécommunication(s).

A l'issue des négociations, les candidats soumissionnaires remettront leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges.

2.22. Remise des offres finales après négociation(s)

La réception par les services du pouvoir adjudicateur de l'offre finale après négociation(s) engage le(s) candidat(s) soumissionnaire(s) sur tous les aspects de leur offre, y compris le taux d'intérêt, dans la limite du délai de validité/disponibilité du taux d'intérêt indiqué par le(s) candidat(s) soumissionnaire(s) dans leur offre initiale.

2.23. Attribution du marché public

La réception de la décision d'attribution du marché public a pour effet d'engager le candidat attributaire sur tous les éléments techniques et financiers de son offre finale déposée après négociation(s), y compris le taux définitif

d'intérêt.

En conséquence, la phase attribution du marché public a pour effet de définitivement figer le taux d'intérêt proposé.

L'attribution du marché public vaut engagement pour le candidat attributaire de maintenir son offre jusqu'à notification à proprement parler du marché public.

A compter de la réception par l'attributaire pressenti de la décision d'attribution du présent marché public, **les parties co-contractantes s'engagent à faire les efforts nécessaires, de façon à finaliser et signer, à la fois le contrat d'emprunt bancaire ainsi que les pièces particulières du présent marché public, et ce dans les meilleurs délais.**

Nota Bene : Le lancement de la phase attribution sera matérialisé par l'envoi à l'attributaire de la décision d'attribution signée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur à laquelle sera jointe le mandat de gestion, ainsi que le RIB associé au compte bancaire du Centre Hospitalier de Provins.

3. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur : Centre Hospitalier de Provins

Nom et qualité du représentant du pouvoir adjudicateur : M. Claude-Henri TONNEAU - Directeur

Adresse : Route de Chalaudre – 77160 Provins

Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire : Monsieur l'Agent Comptable Principal Jacques PHILIPPE – Trésorerie Hôpitaux Sud Seine et Marne, 20 quai Hippolyte Rossignol, 77010 Melun Cedex

Téléphone : 01.64.41.30.07

Imputation budgétaire : Fonds propres

La personne habilitée à fournir les renseignements au titre de l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur.

4. IDENTIFICATION DU CANDIDAT

☐ Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :

☐ Adresse, téléphone, télécopieur, courriel :

☐ SIRET/SIREN :

☐ Coordonnées bancaires : *joindre un RIB*

Si groupement d'entreprises :

☐ Nature du groupement : Solidaire

☐ Identification du mandataire (SIRET et ses coordonnées)

☐ Identification des autres membres du groupement avec leur SIRET et leurs coordonnées :

☐ Coordonnées bancaires des membres du groupement + *joindre un RIB*

☐ Répartition des prestations avec indications des montants HT par entreprises :

Chiffre d'affaires global hors taxes et effectifs du dernier exercice disponible :

	Chiffre d'affaires global HT	Effectifs sur la période
Exercice du		
au		

Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

Cocher la case correspondante

NON ☐

OUI ☐

Dans l'affirmative, joindre la copie du jugement correspondant.

Le présent marché public sera conclu avec un titulaire unique ou avec un groupement d'entreprises.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, il est dans l'obligation de déclarer le sous-traitant conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 et s. du Code de la commande publique. Cette déclaration peut être réalisée grâce au formulaire DC4.

5. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

5.1. Mode de passation et de dévolution du marché public

Le présent marché public est passé selon une procédure avec publicité et mise en concurrence allégée, au vu de l'objet particulier du marché, par application des dispositions de l'article L.2512-5 5° et L.2512-5 6° du code de la commande publique.

Il constitue un marché public de service(s) soumis aux règles du titre II du code de la commande publique.

Le présent marché public ne relève pas des marchés publics soumis à l'obligation d'allotissement.

Le présent marché public est passé sous la forme d'un marché global.

Le présent marché n'est pas alloti

5.2. Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- Le présent AE valant RC CCP daté et signé et ses annexes,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public,
- L'offre du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, le présent document ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.

5.3. Durée du marché public

Le marché public est conclu à compter de la date de signature du contrat par les parties et pour cinq (5) ans à compter de la date de notification. La date de début d'exécution du marché public sera formalisée par un ordre de service du Centre Hospitalier de Provins demandant au titulaire le versement du capital emprunté.

5.4. Suretés/garanties

La constitution de suretés et/ou de garanties est interdite, par application des dispositions de l'article L.2311-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. En effet, les biens des personnes publiques sont insaisissables. En conséquence, il n'est pas possible pour le Titulaire de constituer des suretés/garanties sur les biens appartenant au Centre Hospitalier de Provins, notamment hypothèque(s), privilège(s) ou encore nantissement(s).

Les biens publics appartenant au Centre Hospitalier de Provins ne pourront pas être inscrits en garantie du paiement d'une dette.

Le Titulaire ne peut saisir un ou plusieurs biens appartenant au Centre Hospitalier de Provins en garantie du paiement de la dette contractée par le centre hospitalier de Provins débiteur.

5.5. Compte bancaire

La contractualisation de l'emprunt bancaire à taux fixe ne pourra donner lieu à l'ouverture d'un compte bancaire dans les livres du prêteur.

5.6. Décaissement échelonnés

Il est prévu un emprunt à tirages fractionnés.

5.7. Modalités d'amortissement et de remboursement

L'amortissement du capital est constant, de façon mensuel, et ce à compter de la date d'ouverture de la période de remboursement.

La périodicité de paiement des intérêts et d'amortissement du capital est mensuelle durant la période de remboursement.

5.8. Confidentialité

5.8.1. Obligations du titulaire

Les supports informatiques et documents fournis par le Centre Hospitalier de Provins au Titulaire restent la propriété du Centre Hospitalier de Provins.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par le Centre Hospitalier de Provins.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que le Centre Hospitalier de Provins ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public ;
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Centre Hospitalier de Provins se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du Centre Hospitalier de Provins.

5.8.2. Obligations des candidats

Les informations, mises à la disposition par le Centre hospitalier de Provins, au cours de la présente consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, ont un caractère strictement confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

Chaque candidat s'engage à faire respecter cette obligation à ses salariés et, le cas échéant, aux autres sociétés de son groupe ainsi qu'à ses partenaires éventuels.

Le caractère confidentiel des informations transmises au Centre Hospitalier de Provins par les candidats, dans le cadre de la présente consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera également strictement préservé. Seules les personnes de le Centre Hospitalier de Provins habilitées à les traiter en auront connaissance. Le Centre hospitalier de Provins s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse des offres soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle ou pour se conformer aux obligations réglementaires auquel il est soumis, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

5.9. Prix, caractère(s) et forme(s)

Le présent marché public est conclu à prix forfaitaire, formant un **taux fixe** précisé ci-après par le candidat soumissionnaire :

En chiffres :

.....%

En lettres :

.....%

Le candidat joint à son offre une annexe financière précisant notamment, les tarifs adjoints, les taux, les frais de dossier(s)...

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant les coûts et frais nécessaires à la réalisation de la totalité de la prestation ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations du Titulaire.

5.10. Révision(s)

Sans objet compte tenu du fait que cet emprunt bancaire est contracté à **taux fixe** et non à taux variable.

Le prix du présent marché public est ferme. Le cas échéant, il pourra être renégocié à la baisse par les parties co-contractantes, dans les conditions prévues à cet effet par voie d'avenant au présent marché public, d'un accord commun entre les partenaires contractuels.

5.11. Compte(s) à créditer :

Le candidat remplit ci-dessous le nom de l'établissement bancaire et le numéro de compte complet, il agrafe ci-après un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal ; il vérifie que l'IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.

(En cas de groupement conjoint, joindre un relevé d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

5.12. Régime fiscal lié aux produits et services objet du présent marché

Le soumissionnaire obtient l'information auprès de son service comptable.

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux fournitures/services objets du marché publics :

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d'agrément de formation continue :

Le cotraitant a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux produits objets du marché :

Le cotraitant indique le cas échéant son numéro d'agrément de formation continue :

5.13. Pénalités

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Les pénalités s'appliquent sur simple constatation du pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure préalable. L'ensemble des pénalités recensées s'appliquent au montant TTC à rémunérer au titulaire au titre du prochain paiement.

5.13.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard par rapport aux délais d'exécution du marché public, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de retard par jour calendaire d'un montant de mille euros (1000 €).

5.13.2. Pénalité pour non-respect des obligations du titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €) par jour de carence constaté.

5.14. Sanctions encourus en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatif à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché public dans le cadre du présent marché public sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le Centre Hospitalier de Provins pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le Centre Hospitalier de provins est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le Centre Hospitalier de Provins en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le Centre Hospitalier de Provins peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

5.15. Assurances

Le titulaire est responsable de tous les dommages qu'il pourrait causer aux biens et aux personnes lors de l'exécution du marché public. Il fait son affaire de la réparation des préjudices qu'il aurait causés et renonce à tout recours à l'encontre de le Centre Hospitalier de Provins.

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment, qu'il est couvert par une police d'assurance au titre de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

5.16. Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG-FCS sont entièrement applicables au marché public sauf dans le

cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

En cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire, le marché public pourra être exécuté aux frais et risques de celui-ci.

5.17. Règlement des litiges

5.17.1. Instance chargée des procédures de recours

En application de l'article R 312-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de MELUN est territorialement compétent pour connaître toute difficulté, litige ou contestation qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de l'accord-cadre, si les parties n'ont pu trouver un règlement amiable.

Tribunal Administratif de Melun – 43 Avenue du Général de Gaulle – 77000 MELUN

Tél : 01.60.56.66.30 – Fax : 01.60.56.66.10 - courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

5.17.2. Informations relatives aux délais d'introduction des recours et voies de recours

Cette consultation peut faire l'objet :

- D'un référé précontractuel : avant la conclusion de l'accord-cadre et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 du code de justice administrative ;
- D'un référé contractuel : dans un délai de trente et un (31) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution en cas de procédures formalisées et de six (6) mois à compter du lendemain de la notification de l'accord-cadre en cas d'absence de publication d'avis d'attribution au JOUE (dans les conditions définies aux articles L551-13 et R551-7 et suivants du Code de Justice Administrative) ;
- D'un recours pour excès de pouvoir : dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de rejet, dans les conditions définies aux articles R 421-1 et R 421-3 du code de justice administrative modifié par le Décret n°2016-1480 du 2 novembre 2016 - art. 10 ;
- D'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution de l'accord-cadre.

5.18. Règlement des prestations

Après mise à disposition du capital emprunté, le Titulaire transmet au RPA un exemplaire d'avis d'échéance indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les avis d'échéances comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- la date de paiement ;
- les références de l'opération (numéro d'opération et numéro d'opération d'origine) ;
- les détails de l'opération (date de conclusion, date de commencement, date d'échéance finale) ;
- taux (payeur, nominal de référence ; taux de marché) ;
- détermination et calcul des intérêts (payeur, période, nominal en cours, base de calcul, taux utilisé pour le calcul, montant des intérêts) ;
- détail du règlement en date de valeur ;
- instructions de règlement (numéro d'agence et de compte à débiter).

6. PROPOSITIONS BANCAIRES ATTENDUES

6.1. Caractéristiques générales de ou des emprunts

- Montant

Le montant total de l'emprunt bancaire s'élève à **26 M euros décaissés à dates échelonnées**

- Taux

Le Centre Hospitalier de Provins souhaite recourir à un **emprunt bancaire à taux fixe**

- Durée

La durée du crédit est de **5 ans à compter de la première date de décaissement**

- Amortissement

L'amortissement du capital est linéaire, à compter de la date d'ouverture de la Période de Remboursement :

Amortissement sur 30 ans sur le bâtiment

Amortissement sur 10 ans pour le matériel et mobilier

- Périodicité de paiement des intérêts et d'amortissement du capital

La périodicité est mensuelle durant la Période de Remboursement.

- Remboursement anticipé (Période de Remboursement)

Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

- Garanties

Compte tenu du statut d'Etablissement Public du Centre Hospitalier de Provins, aucune sûreté réelle ne pourra être consentie à l'Etablissement prêteur.

6.2. Caractéristiques des offres

Les éléments attendus sont récapitulés ci-dessous dans le tableau présenté en ANNEXE I.

Il conviendra en outre de préciser :

➤ **Les modalités d'utilisation du prêt :**

- Période d'Utilisation de l'enveloppe à partir de la signature du contrat.
- Délai maximal du déblocage de fonds après la date de signature du contrat.

➤ **Le taux de financement durant la Période de Remboursement :** fixe - modalités de renégociation si diminution des taux d'intérêts

➤ **Les modalités de mise à disposition des fonds,** l'offre devra préciser les modalités de mise à disposition :

- Support (e-mail).
- Documents à communiquer.
- Heure limite pour que le Centre Hospitalier de Provins transmette sa demande à la banque.
- Temps entre la demande et la disponibilité des fonds.
- Mode de confirmation de déblocage de fonds.

➤ **Le mode de calcul des intérêts durant la Période de Remboursement :**

La base de calcul, en nombre de jours, des intérêts (exact/360...) sur la base de remboursement trimestriel et un amortissement du capital constant.

➤ **Les modalités de remboursement anticipé :**

L'offre devra présenter les modalités pour un remboursement anticipé partiel ou total, à une date normale d'échéance ou hors échéance, en précisant :

- Les délais de préavis
- Le montant minimal remboursable

➤ **Les autres conditions financières :**

- Nature, modalités de calcul et de prélèvement des **frais de dossiers** éventuels.
- Pénalités contractuelles en cas de défaillance (non-respect des délais de remboursement).
- Autres services (ex : périodicité d'envoi à le Centre Hospitalier de Provins du relevé de comptes, récapitulant les dates et montants d'entrées et de sorties de fonds.)

➤ **Autres clauses :**

- Cas d'éligibilité anticipée.

Fait à Provins le 22 Décembre 2025

Sandrine PRESSOIR

Directrice Adjointe

Direction des Ressources Opérationnelles, de la Patientèle et de l'Environnement

(Service Achats, finances, Logistique, Admission/Caisse, Patrimoine et DD)

La Directrice des Ressources Economiques
& du Parcours Patient

